

intervint dans un sens strictement personnel, mais il souligna le fait devant tout le Congrès en déclarant: « Qu'il prenait ses responsabilités, dût-il être exclu du G.B.L. »

Cette affirmation étant faite, quelques heures après, rapportant sur la question du journal *Révolution*, Rousset, au lieu d'expliquer pourquoi il fallait en faire un journal de masse et comment les J. S. pouvaient y contribuer décisivement, fit porter tout son exposé sur la propriété du journal; sur la nécessité que la J. S. garde le journal; de manière à éviter la « main-mise d'un groupe d'individus sur le journal ». Il était inévitable ensuite que se produisent des interventions à propos de « mécènes », le débat fut propre à couper tout élan pour le journal de masse.

Au C. C. du 18 novembre, ces incidents furent portés à l'ordre du jour. Les camarades Rousset et Rigal, loin de regretter leur attitude s'en glorifièrent, déclarèrent qu'effectivement depuis la Conférence nationale, ils avaient souvent « passé à côté » des décisions du C. C., qu'ils continueraient à le faire dans le cas où ils l'estimeraient nécessaire. En plus des camarades Rigal et Rousset, le camarade Craipeau se plaçant sur la même voie avait envoyé sa démission au G. B. L.

Pour sanctionner de tels actes, conformément aux décisions de la Conférence Nationale, il fut déposé une motion demandant la suspension du C. C. des camarades Rousset et Rigal pour deux mois. Le camarade Rous limitait la sanction à un blâme, le camarade Gérard demandait le passage à l'ordre du jour. Au moment de passer au vote sur la motion du camarade Rous, après une intervention violente du camarade Rousset déclarant que par le vote d'une telle motion, le C. C. prendrait la responsabilité d'un conflit public dans la J. S., le camarade Rous retira son blâme, déclarant n'envisager qu'un blâme « tacite » (*sic*) dans le C. C., blâme ne devant pas être porté dans l'organisation et que dans ces conditions...

La motion présentée par le camarade Frank fut repoussée par 7 voix contre 6. Ainsi, sur une série d'indisciplines graves, sur des déclarations précises de persévérer dans ce sens, les camarades du C. C. de Paris passent à l'ordre du jour.

*Notre absence de cohésion est un facteur de régression à un moment décisif*

Notre tâche est extrêmement compliquée à l'heure présente. La condition élémentaire du succès, c'est la cohésion de tout le G.B.L. Or, le C. C., par une absence de directives politiques et de cohésion de direction correspondante, encourage au contraire toutes les tendances centrifuges. Il a déjà laissé passer dix semaines depuis la Conférence sans que le journal de masse, l'arme essentielle à l'heure présente pour le regroupement révolutionnaire, soit lancé.

A l'heure présente, à la suite de l'obstruction de dirigeants jeunes B. L., on perdrait encore beaucoup plus de temps si l'on voulait réaliser le projet soumis il y a quelques semaines pour faire de *Révolution* un organe de masse. Il eut été souhaitable que cela se réalise, mais la réalisation dépendait de forces supérieures à l'Entente des J. S. (dont nous apprécions les efforts, les résultats et leur portée politique, mais dont la stagnation est un danger réel) et d'une cohésion réelle du G. B. L. S'entêter dans l'état présent de forces à réaliser ce plan aboutirait à :

- 1° Handicaper toute parution;
- 2° Porter malgré nous nos difficultés internes dans la J. S. et les rendre plus pernicieuses.

Dans de semblables conditions mieux vaut laisser à la J. S. son journal propre et l'aider sérieusement pour sa parution bi-mensuelle.

*Que faire?*

Le G. B. L. doit être le centre d'impulsion, de contrôle et de lancement d'un journal de masse. Encore un journal? Après le Conseil National si nous ne sortons pas au grand jour, nous risquons de nous enliser. Sortir au grand jour, faire un pas nouveau vers la constitution du parti révolutionnaire, entraîner immédiatement les sympathisants et former dans chaque quartier des groupes d'action révolution-

naire, les organiser, les armer politiquement et matériellement, telle est la tâche d'aujourd'hui. Tel est le seul levier de l'action révolutionnaire en France.

Telle est aussi notre tâche, nous pouvons comme B. L. être condamnés pour une courte période à un rôle d'illégalité, avoir notre base dans les partis, dans les syndicats, dans les usines, dans les communes. Le journal de masse dans ces conditions devient une arme décisive. Il faut rassembler toutes les minorités révolutionnaires que développe de plus en plus la situation, autour d'un hebdomadaire.

De nombreux militants hésitent à quitter les partis, mais n'hésiteront pas à soutenir un journal exprimant leur volonté d'action et ainsi seront vaincues leurs hésitations et créées les conditions de leur regroupement en un nouveau parti.

Dans cet appel au C. C., nous le disons nettement : *La Vérité* a un autre rôle à jouer, elle doit être l'organe du G. B. L., elle se développera en profondeur dans le sillage du journal qui, par la diffusion du programme d'action, élargira ses possibilités.

*La Vérité*, faite avec soins, sous un plus petit format, et un plus grand nombre de pages, doit devenir un bi-mensuel vivant du G.B.L. Il faut donc proposer aux diverses minorités révolutionnaires dont le nombre grossit partout, l'édition d'un hebdomadaire de combat.

Cet hebdomadaire doit être le moyen d'agitation, de popularisation et d'action sur notre base politique avec le souci d'entraîner à l'action dans les organisations, dans les masses, ceux qui nous entourent de leur sympathie, mais qui hésitent.

Cet organe doit avoir pour nom *La Commune*, c'est-à-dire la base de demain, les comités de base. Tout ce qui fut écrit dans les projets d'administration, de rédaction pour *Révolution* subsiste, le contrôle avec tous ses moyens concrets doit être G. B. L., ceci n'est pas en cause pour nous.

Anxieux des hésitations présentes du C. C., des lenteurs de réalisation, un certain nombre de militants G. B. L. ont travaillé le projet de *Révolution* sur cette nouvelle base. Ils ont pris sur eux de tout préparer afin que le journal puisse sortir en quelques jours, l'heure de son lancement devant correspondre à la crise Laval.

Le plan complet est à la disposition du C. C. Nous réclamons un C. C. immédiatement, il faut en finir avec les hésitations.

*Vers le nouveau Parti*

On a justement propagé la nécessité du nouveau parti, jamais l'heure n'a été plus propice pour pousser l'effort décisif à sa création, pour lier toutes les minorités révolutionnaires par un organe commun et jeter ces forces dans le combat.

On nous a accusé de nous accrocher à la S.F.I.O. Nous n'avons pas proposé de nous accrocher à la S.F.I.O. comme telle, mais aux nombreux militants S.F.I.O., qui commencent à comprendre que les partis actuels sont les dignes de la révolution. Rompre ces digues est la condition de la victoire.

On ose affirmer que nous aurions préparé la scission du G.B.L. : c'est une sottise inouïe. En présence de séances de discussion de quatre ou cinq heures d'affilée, de la situation politique, du recul de *la Vérité* n'étant plus malgré les décisions de la Conférence Nationale un organe politique aussi net que les numéros d'entrée dans la S. F. I. O., de la volonté très précise des jeunes de créer leur journal, nous avons apporté au C. C. un levier pour le nouveau parti, on tente également de faire croire que nous sommes alliés à des éléments extérieurs du G. B. L. Pour notre tâche nous avons été en contact avec de nombreux militants de notre périphérie et nous considérons que subordonner dans des discussions avec eux le journal commun au contrôle prédominant de l'Entente est une faute lourde. Le contrôle réel effectif se réalise par des moyens politiques, des moyens concrets, majorité. Voici notre première explication. Que cesse dans nos rangs l'hésitation avant l'action.

Sortons dans l'arène.  
Vive *La Commune*!